

Paris, le 14 juin 2006



COMMUNIQUE DE PRESSE

POUR QUI SONNE LE GLAS ?

L'annonce de la préparation du Budget 2007 dont celui dévolu à l'Education Nationale, marque la suppression de 19 000 postes de fonctionnaires auxquels il faut retrancher 4 000 créations. Au total, ce sont 15 000 postes qui seront supprimés. C'est un chiffre sans précédent, notamment par rapport aux 8 700 suppressions de postes dans l'Education Nationale. C'est effectivement trois fois plus que l'an dernier.

Le gouvernement dans le cadre de sa logique libérale est dans l'observation comptable liée à l'application de la LOLF. Il s'attaque cette année directement aux postes d'enseignement. En effet, il y a confirmation de la saignée matérialisée pour les concours de recrutement qui ont chuté de 3 600. Dans ce nombre, le corps des PLP a payé une très lourde addition, environ celle du tiers.

La diminution du nombre de postes signifie l'augmentation des heures supplémentaires pour les enseignants et le recrutement des contractuels. Ceci pose la réelle question d'une fonction publique à plusieurs vitesses avec des contractuels non titulaires mais recrutés en CDI.

Le SNETAA ne peut bien sûr que condamner cette politique de suppression de postes de fonctionnaires pour une logique comptable sous prétexte du redressement des finances publiques.

Le SNETAA est d'autant plus inquiet à propos de la répartition à venir de cette taxation.

L'enseignement professionnel a toujours payé le prix le plus fort. C'est d'autant plus alarmant qu'il y a concomitance avec le recrutement massif d'apprentis. Ces jeunes sont ceux qui ne sont plus accueillis par le système scolaire de la formation initiale. Ainsi, on a su déplacer des coûts vers d'autres financeurs.

Le SNETAA attend donc de plus amples informations sur la ventilation de ces suppressions. Pour autant, il appelle déjà à une mobilisation : une riposte s'impose. Le SNETAA l'espère unitaire.